inFOéco la force syndicale

N° 63 – 6 mars 2013

Confédération Force ouvrière - Secteur économique
141 avenue du Maine – 75680 PARIS Cedex 14

Conjoncture : croissance nulle et non avenue

Il aura fallu beaucoup de paramètres défavorables pour pousser le gouvernement à reconnaître enfin l'impossibilité d'atteindre l'objectif de déficit de 3% du PIB en 2013. Et pourtant, les sacrifices imposés sur les budgets publics et sociaux demeurent bien réels, eux ! En dévoilant l'évolution du PIB au 4ème trimestre 2012 le 14 février (-0,3%), l'Insee avait allumé la mèche. Ces résultats ont confirmé les craintes concernant la croissance pour l'ensemble de l'année passée qui affiche donc un zéro pointé du fait des réajustements opérés pour les autres trimestres, seul le troisième trimestre étant dans le vert.

Dans ses prévisions officielles, le gouvernement misait sur une croissance de 0,3% pour viser fin 2012 un déficit public de 4,5% du PIB et tendre ensuite vers les 3% l'année suivante. La réalité montrait jour après jour le caractère irréaliste de ces engagements.

L'horizon économique est aujourd'hui complètement bouché et on voit mal comment l'économie française pourrait échapper à la récession dans les prochains mois. Il suffirait d'ailleurs que le premier trimestre 2013 vire lui aussi dans le rouge pour que la récession soit établie sur le plan statistique. Jusqu'à présent, le scénario d'un rebond modéré et progressif en cours d'année domine encore les prévisions. Mais pour combien de temps ? Dans ce contexte dépressif, la problématique des finances publiques demeure la principale préoccupation du gouvernement malgré les discours officiels faisant de la lutte contre le chômage la priorité.

Pour FORCE OUVRIERE, il est plus que temps de mettre un terme au danger de la « *consolidation budgétaire* », nouveau vocable gouvernemental permettant de contourner les termes correspondant à la politique économique menée, à savoir l'austérité et la rigueur. Or, la logique de la MAP qui succède à la RGPP[1] confirme la priorité donnée à l'assainissement budgétaire sur la croissance et l'emploi. Cette orientation repose sur un argumentaire éculé faisant de la réduction des déficits publics un préalable à l'amélioration de la situation économique. Cette illusion est pourtant battue en brèche et démentie par les faits aux quatre coins

[1] *MAP : Modernisation de l'action publique / RGPP : Révision générale des politiques publiques*

de l'Europe mais la doxa libérale et ses relais médiatiques et institutionnels la présentent toujours comme l'unique « voie responsable et acceptable ».

Le cadre européen actuel tend à réduire toujours plus les marges de manœuvre nationales et contraint la souveraineté de chaque Etat. L'imposition de la rigueur constitue aujourd'hui l'unique mode de coordination de politique économique mais il s'agit d'une coordination exclusivement punitive et régressive. De fait, les nouveaux dispositifs de solidarité, tels le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et le Mécanisme européen de stabilité (MES) sont fondés sur une solidarité d'un genre masochiste où les modalités de la conditionnalité des aides infligent au préalable des restrictions budgétaires, dans la logique du TSCG. En revanche, la concurrence fiscale continue de produire ses effets délétères sans que les Etats membres ne semblent impatients de faire des corrections et de la régulation sur ce dossier.

L'accumulation des contraintes pour les Etats, sans offrir ni perspectives économiques ni progrès sociaux représentent de sérieux freins à l'exercice des libertés démocratiques nationales. Prochaine étape, **de nouveaux assauts contre les services publics, les régimes de protection sociale collective**. On en trouve déjà trace dans les programmes d'ajustement mis en œuvre, sous pression européenne, dans les pays du sud. Et on voit maintenant poindre les tentatives de rogner sur différents pans des dépenses sociales afin de respecter les engagements budgétaires comme en France ces dernières semaines avec les prestations familiales, le chômage ou la retraite.

Notre meeting du 24 janvier a été l'occasion de rappeler l'opposition de FORCE OUVRIERE aux politiques d'austérité, en présence de camarades européens soumis aux ajustements budgétaires brutaux dans leurs pays respectifs. En matière de droit du travail, l'ANI du 11 janvier, nouvel avatar des accords compétitivité emploi, s'inscrit dans une même logique régressive en ouvrant la voie à de nouveaux reculs des droits individuels et collectifs sans apporter de nouvelles garanties en termes de sécurisation. Flexibilisation du travail et austérité (budgétaire comme salariale) sont les deux faces d'une même orientation contre laquelle FORCE OUVRIERE poursuivra la mobilisation.

A la recherche de la croissance perdue

I. Dernières prévisions du FMI : la zone euro se distingue encore

A l'occasion de la dernière mise à jour trimestrielle de ses « Prévisions de l'économie mondiale » fin janvier, le FMI[2] demeure raisonnablement optimiste pour la conjoncture mondiale. Il relève ainsi *"une accélération de la croissance mondiale prévue en 2013, car les facteurs à l'origine de la faiblesse de l'activité mondiale devraient perdre de leur intensité."*

L'organisme salue par ailleurs l'action des pouvoirs publics pour réduire les risques d'extension et d'aggravation de la crise en zone euro et aux Etats-Unis et justifie ainsi l'amélioration de ses perspectives par rapport à celles d'octobre 2012 dominées alors par de multiples et lourdes incertitudes sur la reprise économique. Le Fonds mise ainsi sur une tendance à l'accélération progressive de la croissance au niveau mondial : 3,2% l'année passée puis 3,5% en 2013 et 4,1% en 2014. Sans atteindre des sommets, l'économie américaine surnage (2,3% en 2012) grâce à une politique économique volontariste, tant dans son volet monétaire que dans son volet budgétaire. A l'opposé, la zone euro serait cette année l'unique zone en phase de récession et ce pour la deuxième année : - 0,2 % en 2013 (- 0,4 % en 2012). Le FMI ne prévoit un retour de la zone dans le vert qu'en 2014 avec un modeste 1% de croissance, ce qui traduit une vision particulièrement optimiste de la situation compte tenu de l'austérité généralisée prolongée. Et encore, ces projections sont établies sur la base d'évaluations très optimistes de l'impact des politiques d'austérité appliquées en Europe (voir encadré plus loin).

Croissance du PIB en % (source FMI)

	2011	2012	2013*	2014*
France	1,7	0,2	0,3	0,9
Allemagne	3,1	0,9	0,6	1,4
Royaume-Uni	0,9	- 0,2	1,0	1,9
Italie	0,4	- 2,1	- 1,0	0,5
Espagne	0,4	- 1,4	- 1,5	0,8
Zone euro	1,4	- 0,4	- 0,2	1,0
Etats-Unis	1,8	2,3	2,0	3,0
Japon	-0,6	2,0	1,2	0,7
Brésil	2,7	1,0	3,5	4,0
Chine	9,3	7,8	8,2	8,5
Inde	7,9	4,5	5,9	6,4
Monde	3,9	3,2	3,5	4,1

* Prévisions de janvier 2013

Globalement, ce sont toujours les pays en développement qui restent les bons élèves de la croissance avec des perspectives supérieures à 5% l'an. Et parallèlement, le rattrapage économique des pays dits émergents se poursuit à un rythme soutenu malgré le ralentissement du commerce mondial.

Dans la foulée des estimations du FMI, la Banque mondiale a elle aussi publié en début d'année des prévisions montrant que les pays en développement demeurent les

[2] *Fonds monétaire international*

locomotives du monde. Dans son rapport semestriel sur les Perspectives économiques mondiales, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avait déjà révisé ses prévisions en novembre 2012 pour la majorité des principaux pays. Elle identifiait alors deux lourdes menaces pour l'économie mondiale : le « mur budgétaire » américain en cas d'absence d'accord politique entre le gouvernement et son opposition républicaine et un nouveau coup de mou des économies européennes qui pourrait conduire l'économie mondiale dans la récession. Le premier écueil a été temporairement évité (mais le problème n'est pas réglé[3]), pas le second.

Le FMI reconnaît (discrètement) ses erreurs d'appréciation sur les effets de l'austérité

L'information est passée relativement inaperçue. Pourtant, deux éminents économistes du FMI ont admis une erreur fondamentale d'appréciation des effets récessifs des programmes d'austérité[4]. Le chef économiste de l'institution internationale, le français Olivier Blanchard, et son collègue Daniel Leigh ont reconnu l'usage d'un mauvais coefficient de calcul dans leurs modèles servant à mesurer l'impact de l'austérité sur la croissance européenne. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une position officielle du FMI, cet aveu de leur tête pensante en matière d'analyse économique constitue néanmoins une petite bombe.

Ce « multiplicateur » correspond au coefficient qui met en relation l'évolution des dépenses publiques (donc des impôts dans la mesure où le financement de ces dépenses et fonction des ressources fiscales) avec le taux de croissance de l'économie. Un coefficient estimé à 0,5 traduit le fait qu'un pays qui réduit d'un point ses dépenses publiques voit son activité (son PIB) baisser de 0,5 point.

De telles corrélations sont le fruit de travaux scientifiques mais derrière une technicité très poussée se nichent des visions purement idéologiques. Les modèles économiques sont en effet construits sur la base d'hypothèses renvoyant à des conceptions non neutres des relations macroéconomiques. Ces modèles intègrent certes les corrélations observées dans le passé selon les politiques budgétaires menées mais le curseur ne reflète qu'une position moyenne. Les économistes du FMI reconnaissent justement que les coefficients retenus dans les projections officielles ne sont pas adaptés aux configurations de crise : *« De nombreux documents, dont certains issus du FMI, suggèrent que les multiplicateurs fiscaux utilisés dans les prévisions se situent autour de 0,5. Nos résultats indiquent que ces multiplicateurs se sont en fait situés entre 0,9 et 1,7 »* depuis le déclenchement de la crise. Une crise modifie substantiellement les comportements des agents économiques en brouillant leurs repères et leurs anticipations.

[3] Devant l'intransigeance républicaine, la présidence des Etats Unis a dû signer le 1er mars l'amputation automatique de crédits budgétaires de l'ordre de 85 milliards de dollars pour le reste de l'année. Cela pourrait se traduire par des coupes drastiques dans les prochains mois (8% pour la défense et 5% en moyenne dans les autres secteurs d'intervention publique) induisant un chômage partiel pour nombre de fonctionnaires et un gel de projets et de crédits de fonctionnement dans les services publics.

[4] L'article en question a été mis en ligne sur le site du FMI le 3 janvier dernier. Il reprend de manière moins édulcorée une analyse faite dans le rapport annuel de l'institution paru en octobre 2012.

Autrement dit, **l'impact négatif de la rigueur budgétaire sur la croissance a été largement sous-estimé**, ce qui change considérablement la donne lorsque l'ordre de grandeur varie jusqu'à trois fois les effets initialement anticipés.

Comme le souligne Xavier Timbeau de l'OFCE *: « si l'austérité est beaucoup plus récessive qu'on ne le pensait, cela veut aussi dire qu'une politique de relance serait beaucoup plus efficace qu'on ne l'imagine !»*[5]. Or, toute l'opération de diabolisation des politiques de relance repose sur un postulat d'inefficacité sur la croissance économique fondé également sur des modélisations et des coefficients sujets à caution.

Jusqu'à présent, ces interrogations n'ont cependant pas modifié les fondements des préconisations du FMI, comme en témoigne la persistance des programmes radicaux imposés au gouvernement grec, malgré l'allongement des délais de remboursement négociés en fin d'année. Tout au plus, le fonds recommande un rythme plus mesuré dans l'application des politiques d'austérité, y compris pour la France. D'une certaine manière, le gouvernement français, en renouvelant son engagement de tendre le plus vite possible vers les 3% de déficit public, fait même preuve d'une plus grande diligence que les institutions internationales.

Du reste, d'autres institutions tiennent un discours similaire à l'instar de la commission européenne et de l'OCDE. Anticipant la faiblesse de l'activité dans la zone euro, cette dernière se prononçait récemment contre une nouvelle vague de resserrement budgétaire excessif avec la formulation suivante *: « Dans la zone euro, l'ajustement du solde budgétaire structurel devrait s'en tenir aux engagements actuels »* ; cela signifie en clair, même si la recommandation demeure très mesurée, que les gouvernements des pays concernés par un repli de la croissance par rapport à leurs prévisions ne devront en aucun cas accentuer l'austérité pour tenter de réaliser malgré tout leurs objectifs de réduction du déficit public, au risque d'aggraver un peu plus leur situation.

[5] Libération, 8 janvier 2013, *« Oups, le FMI s'est trompé sur l'austérité »*.

II. La zone euro au fond du trou

La zone euro court toujours après la croissance perdue. Ce sont en effet encore 9 points de PIB qui manquent à l'appel depuis le déclenchement de la crise pour l'ensemble de la zone. Le cocktail austérité / récession reste explosif alors que la conjoncture est déjà catastrophique au niveau européen. Au dernier trimestre 2012, le PIB de la zone euro a ainsi reculé de 0,6 % au 4e trimestre 2012 (Eurostat), confirmant la récession prolongée de la zone avec la plus mauvaise performance depuis l'hiver 2008-2009 qui avait vu la croissance dévisser dans le sillage de la faillite de Lehman Brothers. Naturellement, cette moyenne renvoie à des situations nationales disparates, mais tous les pays de la zone ont traversé une année 2012 plus mauvaise que l'année 2011. Les pays du sud souffrent particulièrement avec toujours une contraction très lourde de l'activité économique en Grèce (-6%), en Italie et au Portugal. Les résultats de l'Allemagne sont particulièrement éclairants sur l'échec de la stratégie économique commune aux pays de la

zone puisque la croissance y a reculé significativement (-0,6%) sur le dernier trimestre (0,9% sur l'année). Pour le pays « modèle », cela fait désordre ! Mais si les prévisions étaient là encore plus optimistes, le bon sens suffisait pour anticiper un retournement brutal. En effet, l'économie allemande n'est pas hors-sol et se voit naturellement rattrapée par la sinistrose généralisée de ses voisins. Dans ce marasme, la France continue de faire du surplace (un PIB en baisse de 0,3% au dernier trimestre correspondant à une croissance moyenne annuelle nulle).

La récession paraît donc bien ancrée en zone euro et se traduit mécaniquement par une dégradation de l'emploi. Fin 2012, le chômage touchait ainsi 11,7 % de la population active de la zone (source Eurostat). La demande interne de nombreux pays affiche au mieux un profil à la française, soit le calme plat, et au pire une déprime profonde comme en Espagne. Autrement dit, les partenaires européens ne peuvent pas compter sur des débouchés du côté de leurs voisins, ce dont témoigne la faiblesse des échanges au sein de la zone. D'une certaine manière, l'Europe souffre d'une « synchronite aigue », tant en matière de politiques budgétaires que de manque de vigueur de l'activité.

Cela ne semble pas perturber outre mesure les gouvernements européens, pas plus que les instances européennes, figés dans leurs certitudes. Hors la purge budgétaire, point de salut ! Il faut tenir les engagements budgétaires pour rassurer les marchés financiers et préparer le terrain à la croissance de demain. Ce qui conduit à accroitre le chômage et la précarité et à faire reculer l'activité économique. Du reste, les autorités nationales ou européennes n'ont de cesse de minimiser les effets récessifs de leurs programmes dits de consolidation budgétaire. De nombreux travaux démontrent pourtant que l'impact de l'austérité budgétaire en phase de crise se renforce dans des proportions significatives (le multiplicateur budgétaire évoqué par ailleurs).

L'Observatoire français des conjonctures économiques qualifie très justement cet entêtement d'« aveuglement dogmatique » alors que les politiques économiques menées simultanément en Europe provoquent toujours plus de dégâts sociaux sans offrir aucune perspective de sortie de crise pour les pays qui la composent, y compris pour les plus solides comme l'Allemagne dont la stratégie extravertie présente d'ores et déjà ses limites.

En résumé, l'austérité accentue la récession, sa généralisation à l'échelle européenne détruit tout ballon d'oxygène interne à la zone, annihilant toute marge de manœuvre en termes de débouchés européens, et entretient inévitablement la logique récessive et dépressive.

III. France : un jour, ça ira mieux…

Maîtrisant peut être mal une ironie calée dans les propos tenus par l'ancien premier ministre, le ministre du travail a présenté fin janvier notre pays comme *« un État totalement en faillite »* pour légitimer l'effort de réduction des déficits publics et en faire un préalable au financement de notre économie et à la création d'emplois. Dans le même temps, d'autres en appellent à la raison

pour ralentir la réduction des déficits publics[6].

Que dire des commentaires et des préconisations d'un acteur éminent de la crise financière comme Goldman Sachs ? La banque d'investissement – titulaire du « prix de la honte » pour l'ensemble de son œuvre, très actif sur la spéculation des matières premières et grand bénéficiaire des aides publiques massives consenties par le Trésor américain – n'a rien trouvé de mieux, par la voix de son économiste en chef, que d'inviter la France à engager une réduction générale des salaires de 30%[7] pour améliorer sa compétitivité et équilibrer ses comptes publics. Cible privilégiée attendue, un secteur public jugé bien trop lourd et considéré comme le principal défaut du pays.

L'économie française dans la nasse de la rigueur :

La Banque de France, dans sa prévision de croissance pour le premier trimestre 2013, ne prévoit une progression du PIB que de 0,1%, rejoignant sur la période les anticipations de l'INSEE qui projette un rythme de croissance équivalent au deuxième trimestre. La tendance n'est par conséquent toujours pas au redémarrage de l'activité, sachant que la BdF considère que les deux trimestres qui ont conclu 2012 étaient dans le rouge, à -0,1%, ce qui correspondrait donc à une récession technique (contrairement à l'Insee qui estimait la progression du PIB très légèrement positive en T3 à 0,1%).

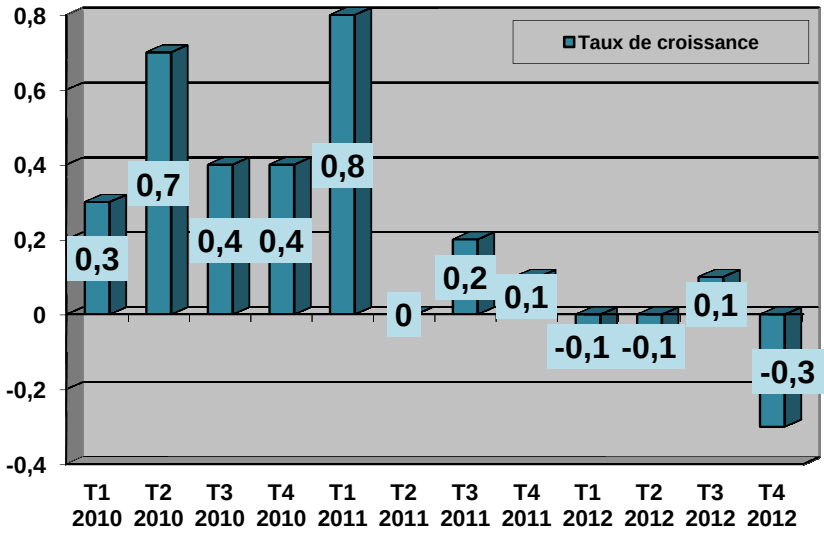
Rappelons que le gouvernement a longtemps maintenu sa prévision de croissance à 0,8% pour l'année 2013, ce qui n'était déjà pas brillant en soi, mais la situation sera à coup sûr plus morose. La multiplication des mauvais indicateurs a finalement eu raison de l'optimisme forcé du gouvernement. Suite aux résultats publiés par l'Insee, le ministre de l'Economie Pierre Moscovici avait déjà admis l'imminence d'un ajustement des prévisions officielles sachant que l'objectif des 1,2% était encore à l'ordre du jour dans un passé récent…

Moins prudent mais aussi plus précis, le ministre des Affaires étrangères a reconnu le 19 février que cette prévision serait ramenée à 0,2 ou 0,3%. Après un démenti de pure forme du ministère des Finances indiquant que rien n'était encore tranché, le ministre des finances s'est abrité derrière les procédures de révision et renvoyant au programme de stabilité à moyen terme qui sera adressé au Parlement et à la Commission européenne mi-avril.

[6] C'est le cas de Michel Rocard qui résumait récemment dans le Journal du dimanche son diagnostic de la situation économique : *« Regardez où en sont les moteurs de la croissance. La consommation est en panne à cause du chômage, l'investissement aussi puisque les perspectives sont nulles, les exportations sont en berne car l'Europe est en récession et la dépense publique est contrainte par l'objectif de réduire les déficits. »*

[7] Source : site du Huffington Post, 20/01/2013. Pour l'anecdote, le PDG de la banque s'est octroyé en 2011 une augmentation de son salaire annuel correspondant à plus du triplement (600.000 à 2 millions de dollars) alors que le chiffre d'affaires subissait un recul de 37%.

Evolution du taux de croissance trimestriel (Insee)



De fait, avec une projection de croissance à 0,2%, l'hypothèse d'un déficit public à 3% en fin d'année passe d'irrationnelle à suicidaire. Pourtant les craintes sont nombreuses dans l'attente des prochaines les lettres de cadrage budgétaire adressées aux ministres et comportant de nouvelles coupes dans les dépenses de l'ordre de 4 à 5 milliards d'économies supplémentaires en 2014, venant s'ajouter aux engagements d'économies précédents d'un montant annuel de plus de 10 milliards d'euros, soit environ 60 milliards sur l'ensemble de la législature. Sans oublier le coût de financement du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi), gagé en partie sur de nouvelles économies budgétaires.

Derrière ces révisions des perspectives de croissance, c'est la capacité de l'économie française à créer des emplois qui est en jeu. Si on admet que le seuil minimal de croissance permettant de générer de l'emploi se situe à 1,5%, la marche apparaît très haute et en l'absence de réorientation de la politique économique, la dégradation de l'emploi ne peut que s'accélérer. L'inversion de la courbe du chômage n'est pas pour demain.

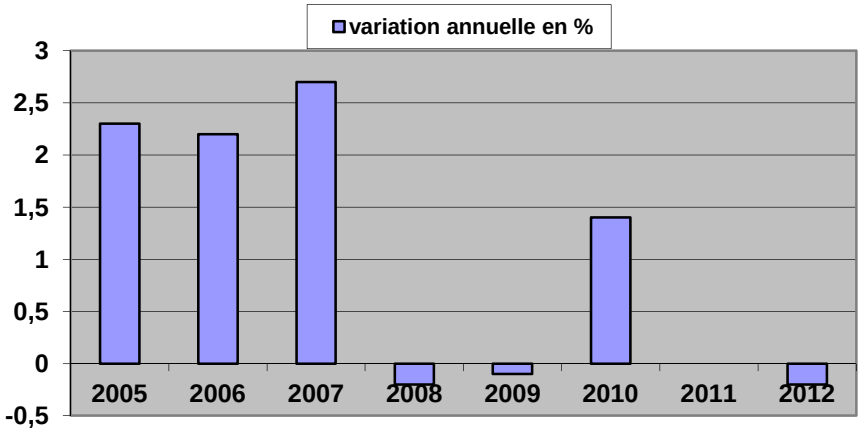
Dans ce bilan global, la production industrielle participe largement de la tendance négative avec une baisse de 2,2% en 2012, la seule industrie manufacturière (hors énergie et mines) affichant même un repli plus important de 2,7%. A titre de comparaison, en 2011, alors que les espoirs d'une reprise économique durable étaient encore à l'ordre du jour, la production industrielle et la production manufacturière s'étaient respectivement redressées en moyenne annuelle de 1,7% et de 3%. L'Insee rappelle que cette évolution défavorable dans l'industrie est à l'œuvre depuis le milieu de l'année 2011.

La consommation des ménages ne soutient plus la croissance…

La dynamique des dépenses de consommation des ménages en biens constitue un bon indicateur de la conjoncture. En 2012, ces dépenses ont reculé en moyenne de 0,2% après une stabilité déjà inquiétante en 2011. Ces

dernières années, seule 2010 avait semblé annoncer une reprise relative de l'activité sous l'effet des plans de relance et après deux exercice dans le rouge en 2008 et 2009. Aujourd'hui, coincés entre la progression du chômage et la faiblesse prolongée du pouvoir d'achat (-0,2% en moyenne l'année passée), les ménages et plus encore les salariés freinent logiquement leur consommation.

Dépenses de consommation des ménages en biens (Insee)



Les dépenses totales de consommation des ménages intégrant également les dépenses en services sont en ligne avec la croissance en 2012 à 0% après les 0,2 % de 2011. En fin d'année, cette consommation s'est sensiblement ralentie avec même des reculs sensibles comme sur les produits alimentaires (-1% en T4). Compte tenu des tensions qui vont immanquablement traverser 2013, un recul de la consommation totale n'est pas à exclure cette année, ce qui n'est pas fréquent puisque seule la récession de 1993 s'est accompagnée d'une baisse (-0,2%) depuis l'après-guerre. Cela préfigure clairement une nouvelle récession.

Chômage : sombre record en perspective

Les données publiées fin février par Pôle emploi ont confirmé au mois de janvier une progression du chômage pour le 21e mois consécutif avec 43.900 personnes supplémentaires ne déclarant aucune activité[8] Cette nouvelle hausse nous rapproche dangereusement du sommet historique atteint en 1997 avec 3,169 millions de chômeurs (contre 3,205 millions en janvier 1997).

[8] Ces statistiques sont gonflées pour moitié (21.100) par une révision des règles de radiations des demandeurs d'emploi.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (voir avertissement)

Unités : milliers et %

Données CVS-CJO	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013*	Variation sur un mois*	Variation sur un an*
France métropolitaine					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	**2 862,8**	**3 125,4**	**3 169,3**	**1,4**	**10,7**
Catégorie B (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite courte)	559,6	615,8	**624,9**	1,5	11,7
Catégorie C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite longue)	840,5	878,2	**886,0**	0,9	5,4
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	**4 262,9**	**4 619,4**	**4 680,2**	**1,3**	**9,8**
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	238,0	262,8	**260,8**	-0,8	9,6
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)	368,6	357,0	**353,8**	-0,9	-4,0
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	4 869,5	5 239,2	**5 294,8**	1,1	8,7
France					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	**3 100,0**	**3 379,9**	**3 421,8**	**1,2**	**10,4**
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	**4 531,2**	**4 907,9**	**4 967,5**	**1,2**	**9,6**

Sources : Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs-cjo : Dares.

En décembre, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité avait globalement stagné, l'année se soldant malgré tout par une augmentation de 10 % du nombre d'inscrits (3.132.900). En novembre dernier, le nombre de demandeurs d'emploi avait progressé lourdement avec 29.300 personnes supplémentaires. La prise en compte des inscrits déclarant une activité réduite faisait alors grimper le nombre global de demandeurs à 4,61 millions. L'intégration des départements d'outre-mer alourdit le bilan avec 4,9 millions de demandeurs, dont 3,38 millions sans aucune activité. Hormis l'évolution atypique de décembre, le rythme moyen d'inscriptions nouvelles ces derniers mois est de l'ordre de 40.000 par mois. Si la relative accalmie de décembre a pu entretenir l'illusion d'une stabilisation du chômage, la multiplication des plans sociaux et des que les prévisions les plus optimistes ne voient rien venir avant 2014. Selon la commission européenne, la dégradation de l'emploi se poursuivrait au-delà de 2013 et le taux de chômage français tendrait vers 11% en 2014.

L'emploi poursuit son repli presque partout

L'INSEE confirme le recul de l'emploi marchand au dernier trimestre 2012 avec moins 28.100 emplois, soit moins que les 41.700 emplois perdus au troisième trimestre mais en cumulé sur l'ensemble de l'année, le niveau global d'emplois marchands affiche un repli de 66.800.

Evolution de l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels

	Evolution sur 3 mois en milliers (en %)		**Evolution sur un an**	**Niveau**
	2012		2012	
	T3	T4	T4	
Secteurs principalement marchands	-41,7 (-0,3%)	- 28,1 (-0,2%)	-66,8 (-0,4%)	16.033
Industrie	-5,5 (-0,2%)	-13,1 (-0,4%)	-31,7 (-1,0%)	3.259,0
Construction	-2,7 (-0,2%)	-4,4 (-0,3%)	-9,4 (-0,7%)	1.430,0
Tertiaire	-33,5 (-0,3%)	-10,6 (-0,1%)	-25,7 (-0,2%)	11.344,0
dont intérim	*-31,3 (-5,7%)*	*-13,8 (-2,7%)*	*-65,6 (-11,5%)*	*502,5*

Sources : Insee et Dares

Ce mouvement concerne tous les secteurs d'activité mais l'industrie paie le plus lourd tribut avec une réduction de 31.700 postes en 2012, c'est-à-dire davantage que les services pour un volume d'emplois trois fois plus faible. Dans le paysage industriel[9], les activités de production d'énergie et de biens manufacturés auraient perdu 12.403 postes. Si la production et le transport de gaz et électricité ainsi que l'éolien offshore tirent leur épingle du jeu (+10.637) comme à un moindre degré l'aéronautique (+1.828), d'autres secteurs souffrent particulièrement à l'instar de l'automobile (-12.470) ou la pharmacie (-2.198 postes sur un an et une perte de l'ordre de 10.000 depuis 2009) et l'imprimerie (-1.878).

L'intérim replonge en 2012

Depuis de nombreux mois, l'emploi intérimaire ne cesse de se contracter. D'après les données de décembre 2012, la chute est de l'ordre de 12,2% sur l'ensemble de l'année. A titre de comparaison, l'année 2011 s'était conclue sur une progression annuelle de 7,5%, traduisant un certain regain d'activité dans les secteurs les plus utilisateurs de cette forme d'emploi. Cette tendance très négative touche tous les secteurs : l'industrie dans son ensemble recule de 19,3% sur un an tandis que le BTP et les services affichent respectivement une baisse de 14,5% et de 13%. Au niveau géographique, les régions où l'intérim a le plus souffert sont l'Alsace (-19,5%) et la Franche-Comté (-19,4%), sachant que seules quatre d'entre elles ont reculé de moins 10%.

Achevé de rédiger le 6 mars 2013

[9] Ces données sont issues de l'Observatoire de l'investissement.